



## L'Édito - Vers une guerre froide sanitaire ? par Olivier de MAISON ROUGE

Olivier de MAISON ROUGE est avocat associé au sein du cabinet Lex-Squared. Il est notamment spécialisé dans les domaines du numérique, du droit des affaires, de la protection des données, de l'intelligence stratégique et de la sécurité économique. Au cours de sa carrière il a été amené à défendre des entreprises confrontées aux tentatives d'espionnage économique et ingérences économiques (notamment pillage technologique). Il a développé une véritable doctrine en matière de contre-mesures juridiques et de protection du patrimoine informationnel. Il est ainsi un des spécialistes de la sécurité des actifs incorporels et de leur valorisation. Il est aujourd'hui membre du SYNFIE et de l'Observatoire de l'Intelligence Économique Française, et auteur, son prochain ouvrage à paraître s'intitule « Survivre à la guerre économique. Manuel de résilience », VA Editions.

Il est patent que la crise du Covid-19 aura profondément bouleversé le monde actuel. Sans pouvoir d'ores et déjà dessiner celui qui vient, il n'en demeure pas moins que cet événement majeur aura été un révélateur, quasi au sens chimique du terme.

En effet, il n'était pas besoin d'être un grand clerc pour voir s'affirmer la puissance de la Chine, qui s'était faite l'atelier du monde et avait acquis, de manière plus ou moins licite, nombre de technologies et savoirs-faires. Bénéficiant des devises accumulées, elle a su se placer parmi les principaux investisseurs mondiaux et bâtir des infrastructures avancées à l'étranger, à l'instar du plan One Road One Belt (OBOR – ou nouvelle route de la soie). Mais, ainsi que l'admet le coauteur de « la guerre hors limites » au magazine chinois Bauhinia, elle n'a pas négligé pour autant son industrie « bas de gamme » lui offrant une autonomie manufacturière sans pareille (in « La Chine dominera le monde », traduit par Laurent Gayard, 7 mai 2020).

De même, l'effacement relatif des USA était déjà écrit. D'une part en raison de la dénonciation du Dollar US qui avait financé des années durant l'économie américaine sous perfusion (la puissance émettrice de monnaie payait in fine ses créanciers à coup de tirages du billet vert), et d'autre part, parce cette confiance en partie perdue, elle ne lui permet plus d'être le gendarme du monde. Ce qui explique en grande partie le retrait des troupes américaines dans le monde.



### Tableau de suivi de l'épidémie

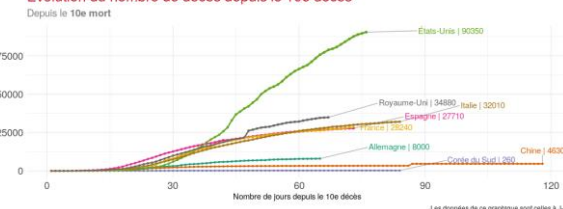
→ **Moins de 2000 patients en réanimation** - La France a enregistré hier 131 décès supplémentaires. Un chiffre en net baisse par rapport à la veille, bien que les chiffres du week-end soient toujours à prendre avec beaucoup de recul. Le nombre de patients hospitalisés dans les services de réanimation est également en nette baisse, avec moins de 2000 patients pris en charge dans ses services.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	90347	1508308	21551	785	6,0	1
Royaume-Uni	34876	247562	2714	160	14,1	0
France	28239	179927	358	131	15,7	0
Italie	32007	225886	451	99	14,2	0
Espagne	27709	231606	256	59	12,0	0
Allemagne	8003	176551	182	41	4,5	1
Chine	4634	82963	9	0	5,6	0
Corée du Sud	263	11078	13	0	2,4	0

### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)



## Regard d'expert - Quelle souveraineté pour sortir de l'état sino-américain ? par Didier LE BRET

Didier LE BRET, associé senior ESL & Network, est diplomate de carrière. Il est notamment nommé ambassadeur de France en Haïti en septembre 2009, fonction qu'il exerce jusqu'en décembre 2012. Durant sa mission, il aura eu à gérer et à coordonner la réponse française au séisme du 12 janvier 2010. Il dirige le Centre de crise du Quai d'Orsay de 2012 à 2015 avant d'être nommé Coordonnateur national du renseignement, auprès du Président de la République, fonction qu'il exerce de mai 2015 à septembre 2016.

On croyait la notion de souveraineté vouée à une mort certaine. Après avoir été laminée par plusieurs décennies d'une compétition darwinienne de nos modes de production, et où la délocalisation a été perçue comme le prix à payer pour notre survie, elle est désormais sur toutes les bouches. La Chine, foyer de l'épidémie sanitaire, mais aussi le plus vaste atelier du monde, voit aujourd'hui la plupart de ses partenaires s'interroger à voix haute sur la durabilité d'un pareil système.

L'Inde, l'autre grande puissance asiatique, parle d'autosuffisance économique et annonce vouloir investir l'équivalent de 10% de son PIB, soit 250 Mds USD, pour récupérer les millions manquants de sa chaîne industrielle. Le Japon paraît tout aussi déterminé à réarmer son industrie : 2.000 de ses 3.800 entreprises cotées sur les marchés boursiers ont vu bondir leur niveau de protection face aux investissements étrangers. Pour 518 d'entre elles, dont les géants Toyota, Sony, Mitsubishi Heavy Industries ou SoftBank Group, il faudra désormais un feu vert des autorités pour détenir plus de 1% du capital (contre 10% jusque-là). Plus près de nous, l'Allemagne représente à elle seule 52% du montant total des aides aux entreprises annoncées jusque-là au sein de l'UE !

Et en France ? Après avoir longtemps privilégié une approche « OMC compatible », il semblerait que ce qui était hier impossible soit désormais à portée de main : retour de l'Etat au capital des entreprises stratégiques ; conditionnement des aides d'Etat en

fonction de critères environnementaux ; refus du dumping à grande échelle ; voire même mesures de sauvegarde pour certaines importations... Et l'on pourrait, bien sûr, imaginer d'aller plus loin : avec la création de fonds d'investissement ou de pension qui mobilisent une partie de l'épargne colossale des ménages pour préserver et soutenir notre industrie ; ou encore en réduisant l'impact des lois extraterritoriales. Entre temps, nos élites politico-administratives, y compris en pleine pandémie, continuent de solliciter les cabinets de conseil anglo-saxon pour leur demander le mode d'emploi de la sortie de crise, ou feignent de ne pas voir le loup Palantir entrer dans la bergerie de l'AP-HP !

Mais pour la France, c'est aussi, et peut-être même surtout au niveau de l'Europe que l'essentiel se joue : la révision de la doctrine devrait être déchirante. Où il faudra ne plus tenir compte seulement de l'intérêt du consommateur en termes de prix, au nom du sacro-saint droit de la concurrence, mais aussi de la capacité de l'industrie européenne à faire face aux coups de boutoirs chinois ou américains (l'échec de la fusion Alstom/Siemens est encore dans tous les esprits). Sortirons-nous enfin de cette crise avec l'intime conviction qu'il nous faut doter l'Europe de champions industriels de taille mondiale ? Et si la réponse devait être positive, il nous resterait alors à ajouter une ultime brique pour que l'Europe-puissance existe : la doter d'une ambition à l'échelle du continent en matière de recherche et d'innovation, à la hauteur des périls, qu'ils soient écologiques, sanitaires ou de défense.

**Mythe gaullien et éloge de "l'esprit français" dans le discours de l'État en période de crise** – "Il est des défaites d'un jour qui portent toutefois en elles les germes des victoires à venir. La bataille de Montcornet est de celles-ci", a déclaré le Président de la République, le dimanche 17 mai, dans un discours fleuri d'allusions à la crise sanitaire actuelle. Pour Emmanuel Macron, l'objectif est double. D'une part, rendre hommage à celui qui n'était le 17 mai 1940 que colonel, mais aussi faire résonner cet événement de la Bataille de France avec le contexte actuel. Car si l'événement célébré ce jour représente une défaite de l'armée française contre l'Allemagne nazie, celle-ci constitue dans le même temps l'élément déclencheur du mythe gaullien. "C'est à Montcornet que j'ai forgé mes résolutions" écrivait le général De Gaulle dans ses Mémoires de guerre, faisant de cette bataille une victoire de la résistance française sur les troupes de la Wehrmacht et les chars de Guderian.

De prime abord, l'hommage du Président de la République peut paraître somme toute naturel, s'inscrivant dans le cycle de commémoration de "l'année De Gaulle". Mais difficile de ne pas voir, dans le contexte actuel, l'esquisse d'une comparaison historique visant à donner de l'épaisseur et de la grandeur à un discours étatique dont la parole est plus que jamais écoutée, du moins entendue par les Français. Une parole présidentielle qui, à mesure de la crise sanitaire, s'est drapée d'une rhétorique guerrière, en témoigne le verbe gaullien et martial déjà utilisé par le chef de l'État notamment lors de son allocution du 16 mars.

Des allusions historiques qui rappellent que dans le discours politique national, l'histoire permet d'idéaliser certains traits du caractère français, cultivé dans un certain roman national. Qu'il s'agisse d'une réelle volonté de rendre hommage au père de la Ve République ou qu'il s'agisse plutôt d'une simple stratégie de communication élyséenne, le verbatim choisi par le chef de l'État ne doit rien au hasard. En glorifiant "l'esprit français" à maintes reprises, Emmanuel Macron met en exergue la vertu collective et entretient un "sentiment d'appartenance". Une unité si importante, dans un contexte sanitaire où la victoire contre l'épidémie dépend du respect des règles sanitaires par les Français. D'autre part, l'enjeu est de faire perdurer le sentiment d'unité nationale, qui semble se fracturer face à la stratégie de déconfinement entreprise par le gouvernement et à la politique de l'après. Plus encore, le discours se fait l'éloge du dévouement et du sacrifice "des grognards du dernier carré de la garde", ou encore de l'héroïsme "des poilus de Verdun". Difficile de ne pas voir en cela une métaphore, un écho au dévouement et au sacrifice des soignants contre l'épidémie de Covid-19. Enfin, à travers ce discours, Emmanuel Macron semble inscrire la crise sanitaire sur le temps long. Réaffirmer que la victoire n'est pas encore là, que la défaite n'est pas à envisager, mais que les efforts sont à maintenir. Après s'être vêtu du costume de Clemenceau, se prononçant sur cet état de guerre contre le Covid-19 ; avoir fait appel, tel Churchill à la solidarité et au dévouement national ; Emmanuel Macron, comme tous les présidents de la Ve République, prend les habits de celui qui deviendra le Général De Gaulle. À bien des égards, le discours d'Emmanuel Macron est la manifestation éclatante de la manière dont le discours politique mobilise le roman national pour se légitimer. (Aimeric Blachier)



Élysée  
@Elysee

C'est durant la Bataille de Montcornet que s'est forgée la conviction de Charles de Gaulle qu'il fallait poursuivre le combat et entrer en Résistance. Retour sur cet épisode méconnu de la Seconde Guerre mondiale commémoré ce matin par @EmmanuelMacron.

**Voter en temps de crise** – En plein confinement au cœur du mois d'avril, se replonger dans les soirées électorales du 1er tour des élections municipales le dimanche 15 mars représentait une expérience d'archéologie médiatique et intellectuelle particulière qui nous laissait entrevoir un monde d'avant en voie visible de décomposition dans les commentaires surréalistes des plateaux et l'ambiance crépusculaire des rassemblements. Avec le recul du choc qu'a représenté l'épidémie de Covid-19, la décision prise jeudi 12 mars par le gouvernement de maintenir le 1er tour des élections municipales est apparue au mieux comme décalée, au pire comme irresponsable.

Pourtant le maintien du scrutin en pleine phase d'émergence exponentielle de la maladie sur le territoire national a semble-t-il avant tout été le fruit d'un arbitrage politique sur les chances d'acceptation du report d'une élection habituellement si chère au cœur des Français. Aujourd'hui, alors que les articles de presse se faisant l'écho d'un souhait gouvernemental de solder l'élection dès la fin du mois de juin fleurissent, une tribune de maires de grandes villes du pays appelle à la tenue du 2nd tour le dimanche 28 juin en conservant donc comme acquis les résultats du 1er tour même là où il n'a pas été concluant.

Cette prise de position est légitimée – d'après les signataires – par le désir des Français d'avoir des maires au cœur de l'action pour gérer les conséquences de la crise et des équipes renforcées par le suffrage universel. La décision ne manquera pas d'entraîner son lot de critiques, dans un sens comme dans l'autre, mais elle illustrera sans doute le fossé entre le discours d'urgence de la légitimité électorale et celui de la protection des Français, dont tous ne considèrent pas la vie politique et les cycles électoraux comme des données indispensables et vitales au pays. La demande des maires d'obtenir une légitimité rapidement par le suffrage universel peut s'opposer au discours, tenu en parallèle et parfois par les mêmes, de protection absolue, de non-ouverture des écoles par crainte des contaminations ou de maintien de mesures sanitaires strictes qui semblent plébiscitées par les Français.

À ce titre, la décision à venir sera assurément éclairante. Quel que soit le choix fait par le gouvernement, instruit par le rapport du conseil scientifique sur la date pour ce 2nd tour des élections municipales, nous en apprendrons beaucoup sur le rapport des Français à leur vie politique. La voient-ils comme une nécessité, auquel cas les retards ou répétitions d'élections représenteraient des chocs démocratiques difficilement acceptables, ou comme un luxe, que l'on peut se permettre en période « normale » lorsque l'on ne risque pas la contamination par l'exercice du droit de vote mais qui confine au caprice de politicien quand le risque menace. (Guillaume Alévêque)



Nicolas Florian  
@nflorian33

« Ne transformons pas le confinement sanitaire en un confinement démocratique et organisons le deuxième tour des élections municipales dès le mois de juin. »  
#Municipales2020 #Bordeaux

Le JDD @leJDD - 17 mai  
TRIBUNE. Estrosi, Hidalgo, Florian, Vassal et une trentaine d'élus plaident pour un second tour des municipales dès juin leJDD.fr/Politique/trib...



## À propos de nous



Xavier DESMAISON,  
CEO  
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,  
Président du Directoire  
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.